Notre Dame des Landes : oseront-ils ?

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 21 décembre 2015

Sur fond de déclaration péremptoire du premier Ministre et de surenchère belliciste de la droite récemment élue à la tête du Conseil régional, le trimestre qui vient s'annonce crucial pour le devenir de Notre Dame des Landes.

« Projet d'aéroport la veillée d'armes » (mardi 15 décembre), « Evacuation de la ZAD l'étau se resserre » (mercredi 16 décembre), les unes du quotidien nantais Presse Océan sont au diapason. Il faut donc se préparer au pire, c'est-à-dire à la résistance citoyenne face à une intervention massive des forces de gendarmerie dans les semaines qui viennent, et en même temps conserver la certitude que l'abandon de ce grand projet inutile, notre victoire, ne peut être que politique.

Oseront-ils ? Il serait fou de prétendre ou de prévoir le contraire quand s'accumulent les décisions de justice favorables aux tenants du projet et quand le premier Ministre lui-même, au mépris des accords passés à l'issue de la grève de la faim du printemps 2012, ne cesse d'annoncer la reprise imminente des travaux. La priorité, notre priorité, doit donc être de mobiliser partout pour réaffirmer l'inutilité de ce projet au regard de l'existant, en s'appuyant notamment sur les expertises citoyennes visant à optimiser l'actuel aéroport de Nantes Atlantique.

En retenant la date du 16 janvier prochain pour une journée nationale de mobilisation, la coordination des opposants (ACIPA, ZAD, COPAIN, CÉDÉPA, etc...) a fixé une première échéance dont la réussite s'annonce d'ores et déjà déterminante pour la suite. Pas d'hésitation donc, dans tout le pays, le 16 janvier prochain, devra s'afficher l'opposition à la destruction de centaines d'hectares de terre agricole pour construire un nouvel aéroport inutile au regard des

besoins et la solidarité avec les paysans et les ZADistes de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Si intervention militaire il y a, et le sous-Préfet en charge du dossier, lui-même ancien militaire, annonce dans la presse que différents scénarii sont à l'étude, elle devrait se faire avant la fin mars, c'est à dire avant la période de reproduction des espèces protégées, avec comme objectif de vider la ZAD de ses habitants, ZADistes et paysans. C'est dire que l'Etat devrait conduire simultanément une opération militaire contre les occupants sans titre de propriété et saisir la justice pour obtenir l'expulsion des onze maisons et quatre exploitations agricoles de la ZAD. Pas simple donc, et avec le risque avéré de faire de Notre-Dame-des-Landes un nouveau Sivens à la veille de la présidentielle de 2017.

Nouvel homme fort de la région des Pays de la Loire et président du groupe LR au sénat (vive le cumul !), l'ancien villeriste Retailleau a débuté son mandat en faisant de l'évacuation de la ZAD et du début des travaux sa priorité... médiatique. Après avoir rencontré Valls, il assure que le Premier ministre lui a confirmé qu'il partageait cette même volonté... mais qu'il le jugera aux actes. De là à y voir un combat de petits coqs pré-présidentiel, il n'y a qu'un (petit) pas.

Côté PS, après avoir signé un accord électoral pour le second tour des régionales avec EELV stipulant l'organisation d'une enquête indépendante sur l'optimisation de l'actuel aéroport de Nantes Atlantique, la prudence semble désormais de mise (à l'exception cependant d'Ayrault et de ses affidés).

Ce qui semble sûr c'est que la décision d'intervenir ou non sera prise au plus haut sommet de l'état, et que la réalité du rapport de force sera déterminante. Et que si intervention il y a, le prix politique à payer pour le PS serait terrible, à la mesure de la résistance citoyenne que rien n'arrêtera.

François Preneau

Pour suivre l'actualité au jour le jour c'est [ici](#)